



HAL
open science

La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures, ajustements

Anne Muxel

► **To cite this version:**

Anne Muxel. La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures, ajustements. *Revue Française de Science Politique*, 2002, 52 (5-6), pp.521 - 544. 10.3406/rfsp.2002.403736 . hal-01030827v2

HAL Id: hal-01030827

<https://sciencespo.hal.science/hal-01030827v2>

Submitted on 20 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES : SOUBRESAULTS, FRACTURES ET AJUSTEMENTS

ANNE MUXEL

« C'est uniquement dans ce mélange de somnambulisme et de terrible lucidité de la conscience que l'on peut encore vivre, si l'on ne veut pas devenir stupide à une époque où les notions sont bouleversées. »

Max Beckman, *Correspondance*
Lettre à Reinhard Piper, 1917.

21 avril 2002. Quelques dizaines de minutes après l'annonce des résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, faisant surgir, malgré les supputations des derniers jours, l'impensé plus que l'impensable, les téléphones portables se mettent à sonner, et les jeunes, les premiers, descendent dans la rue. Pas tous les jeunes, mais une bonne partie de la jeunesse lycéenne et étudiante, celle qui a depuis longtemps fixé la réalisation d'un scénario catastrophe propulsant l'extrême droite et son *leader*, Jean-Marie Le Pen, aux portes du pouvoir comme événement déclencheur d'un engagement ou d'une mobilisation. Le choc est réel, mais la surprise est relative. Ces jeunes ont été préparés de longue date à l'éventualité d'une telle situation. Socialisés dans une période politique marquée par le brouillage des repères idéologiques et des enjeux programmatiques des principales forces politiques de ce pays, Le Pen et son parti ont fonctionné comme les seules balises politiques à partir desquelles ils pouvaient se situer. Contre, bien sûr, pour cette part de plus en plus large de la jeunesse scolarisée et diplômée, se reconnaissant dans les principes d'une morale universaliste et antiraciste, et qui, à plusieurs reprises, est déjà descendue dans la rue protester contre la poussée électorale de l'extrême droite ou dénoncer les risques de dérive raciste ou xénophobe, en France comme sur la scène internationale. Ce soir-là, et dans les jours qui ont suivi, un quart des 18-25 ans (24 % contre 14 % dans le reste de la population) déclarent avoir personnellement participé aux manifestations spontanées contre Le Pen, et si l'on élargit cette participation à celle d'un membre de leur famille (12 %), c'est plus du tiers de la jeunesse qui a été concerné de près par cette mobilisation (36 %) et un jeune étudiant sur deux (47 %) ¹.

1. Les données que nous utilisons dans cet article proviennent du panel électoral mis en place par le CEVIPOF, le CIDSF, et le CECOP, avec l'aide du ministère de l'Intérieur et de la Fondation nationale des sciences politiques. Il s'agit d'une enquête électorale en trois vagues qui se sont déroulées d'avril à juin 2002. La première vague a été effectuée du 8 au 20 avril, en face à face, auprès de 4 107 individus représentatifs des électeurs inscrits, suivant la méthode des quotas. La seconde vague, du 15 au 31 mai, fut réalisée par téléphone (CATI) auprès de 4 017 individus, et la troisième, du 20 au 28 juin, par téléphone aussi, auprès de 2 013 individus. L'un des objectifs de cette enquête était la constitution d'un panel permettant de suivre le comportement électoral des mêmes individus tout au long des trois vagues. L'échantillon panelisé est constitué de 1 417 personnes ayant répondu aux trois vagues d'enquête.

L'événement est de taille et tout laisse supposer qu'il ne restera pas sans conséquences sur l'expérience politique de ces jeunes manifestants et, plus largement, dans la conscience politique collective du pays. Le 5 mai, leur participation électorale est massive. C'est parmi les plus jeunes que l'on observe le mouvement de réduction de l'abstention le plus conséquent (– 12 points parmi les 18-25 ans entre le premier et le second tour, – 7 points dans l'ensemble de la population). Ils sont aussi plus nombreux que leurs aînés à accorder leurs suffrages à Jacques Chirac (88 % contre 82 % de l'ensemble des votants). Leur mobilisation a donc abouti. Et d'un commun élan, tout le monde crie au sursaut politique d'une jeunesse jusque-là soupçonnée d'un déficit de conscience civique, contribuant au plébiscite du Président de la République sortant. C'est pourtant mal préfigurer ce qui se passera à peine quatre semaines plus tard. La mobilisation électorale retombe tel un soufflé, comme si rien ne s'était passé. Dès le premier tour des élections législatives, la moitié des jeunes de ce pays se retire du jeu électoral en ne participant pas au scrutin (51 % des 18-25 ans, contre 36 % de l'ensemble du corps électoral). Leur retrait est beaucoup plus affirmé que dans les autres classes d'âge : 29 points d'écart en moins par rapport à leur participation au second tour de l'élection présidentielle.

Tableau 1. Taux d'abstention lors de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2002 selon l'âge (vague 2 et vague 3) (%)

	<i>Abstention 1^{er} tour Présidentielle</i>	<i>Abstention 2^e tour Présidentielle</i>	<i>Écart entre 1^{er} tour et 2^e tour</i>	<i>Abstention 1^{er} tour Législatives</i>	<i>Écart entre 2^e tour Présidentielle et 1^{er} tour Législatives</i>
18-25 ans	34	22	– 12	51	+ 29
25-30 ans	32	25	– 7	45	+ 20
30-39 ans	34	28	– 6	43	+ 15
40-49 ans	26	23	– 3	33	+ 10
50-59 ans	26	22	– 4	25	+ 3
60 ans et plus	28	22	– 6	31	+ 9
Ensemble	30	23	– 7	36	+ 13

Que s'est-il passé ? Plus qu'une énigme à résoudre, la séquence électorale du printemps 2002 donne à voir une sorte de condensé symptomatique ainsi qu'un raccourci particulièrement saisissant des attributs ou traits de comportement qui ont caractérisé le rapport des jeunes à la politique au cours de la dernière décennie. Les jeunes sont bien, tout au long des quatre scrutins, là où on les attend. D'abord en retrait, ensuite remobilisés, puis démobilisés à nouveau. L'enchaînement de leurs comportements, bien qu'en apparence contradictoires ou paradoxaux, a sa cohérence et confirme un certain nombre d'observations déjà menées.

LES ÉLÉMENTS DE L'INTRIGUE

Leur participation électorale en dents de scie rappelle la persistance, voire l'aggravation, d'une crise de la représentation politique qui creuse, au fil des scrutins, le déficit des votants, et tout particulièrement parmi les plus jeunes électeurs. Malgré l'ampleur de leur participation au second tour d'élection présidentielle (78 % des

inscrits contre 74 % en 1995), les records d'abstention aux premiers tours de l'élection présidentielle et des élections législatives (respectivement 34 % et 51 %) enregistrés parmi les 18-25 ans montrent, sinon une fragilisation de leur rapport au vote, en tout cas une inconstance significative (respectivement 30 % et 36 % dans l'ensemble du corps électoral). Leur attachement au droit de vote est profondément ancré, mais ils sont loin d'en faire un usage systématique. Une fois le danger lepéniste écarté, les ressorts de leurs motivations électorales sont retombés. Ni les *leaders* politiques ni les enjeux programmatiques en présence n'ont réussi à susciter suffisamment de confiance ou d'intérêt pour déterminer leur vote. La séquence électorale du printemps se clôt sur le repli des plus jeunes électeurs dès le premier tour des législatives, nettement plus accusé qu'en 1997 (51 % des 18-25 ans ne participent pas au scrutin contre 41 % en 1997).

En second lieu, la remise en scène du rôle de garde-fou de la jeunesse lycéenne et étudiante face au péril de la « lepénisation des esprits » et contre tout risque de compromis politique avec les partis d'extrême droite, confirme l'importance qu'a pu revêtir dans le cours même de la socialisation politique des jeunes générations la figure de Le Pen et, plus encore, sa rhétorique politique. Celles-ci ont constitué un pôle d'identification négative, focalisant l'essentiel du repérage politique en désignant un ennemi commun, par-delà les clivages traditionnels entre la gauche et la droite devenus moins lisibles au fil de trois cohabitations successives. Mais cette fonction repoussoir de la figure lepéniste ne doit pas oblitérer l'attrait que celle-ci peut représenter pour les jeunes sortis plus rapidement du système scolaire, immergés dans le monde du travail et souvent confrontés à des conditions d'insertion sociale et économique difficiles. Si toute une part de la jeunesse marcha dans la rue contre Le Pen, il en est une autre qui s'en tint à l'écart et encore une autre qui donna nombre de ses suffrages aux candidats d'extrême droite tout au long des quatre scrutins. Pour cette dernière, le Front national et son dirigeant ont aussi fonctionné comme des balises politiques efficaces pour se situer dans le monde environnant, pouvant définir un pôle d'identification, mais cette fois positive. Les péripéties électorales du printemps 2002 ont été l'occasion de rappeler l'existence de réelles fractures politiques et sociales au sein de la jeunesse, semblables à celles que l'on observe dans l'ensemble de l'électorat où le niveau d'études crée aussi des clivages importants concernant le vote d'extrême droite¹. Ainsi, parmi les 18-30 ans disposant d'un niveau d'études inférieur au baccalauréat, 29 % ont donné leurs voix à l'extrême droite le 21 avril et 22 % à Le Pen au second tour de l'élection. Parmi les 18-30 ans détenteurs du baccalauréat et poursuivant des études supérieures, ces scores sont divisés de moitié et tombent à 13 % au 1^{er} tour de scrutin et à 10 % au second.

Enfin, l'ampleur de la mobilisation dans la rue entre les deux tours de la présidentielle corrobore l'élargissement des formes de la participation politique et le développement de la protestation politique au sein des jeunes générations. Si le rapport au vote et la participation protestataire ne sont en rien exclusifs l'un de l'autre et ont bien partie liée, il reste néanmoins à comprendre pourquoi le premier voit, d'élection en

1. On peut se reporter aux analyses de Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, et de Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen, Radiographie des électeurs du FN*, Paris, Fayard, 1998. Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth montrent la structuration idéologique des électeurs du FN par l'anti-universalisme, fortement associé à l'absence de diplôme ou à un niveau d'études peu élevé (« Vers une tripartition de l'espace politique », dans Nonna Mayer, Daniel Boy (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997).

élection, l'abstention occuper une place grandissante tandis que les usages de la manifestation acquièrent de plus en plus de légitimité sociale et politique. Les mobilisations collectives se multiplient et les mouvements sociaux, par-delà les revendications dont ils sont porteurs, relaient de nouvelles demandes de politique ¹. Depuis la fin des années 1980 et tout au long des années 1990, nombre de jeunes ont, à de multiples reprises, occupé la rue pour faire entendre leurs préoccupations ou leur mécontentement. Et il faut sans doute chercher dans leurs usages diversifiés et souvent contrastés du vote, de l'abstention et de la manifestation des voies d'approfondissement de la culture démocratique plutôt que l'expression d'un déficit démocratique.

Mais bien que compréhensible et, en bien des points, prévisible, le déroulement de l'ensemble de la séquence électorale du printemps 2002 n'en reste pas moins intrigant et particulièrement intéressant à décrypter. Offrant un condensé saisissant des points de blocages comme des levées d'obstacles à la participation politique des jeunes, il permet de mettre au jour un certain nombre de phénomènes ou d'enchaînements de phénomènes qui sont habituellement plus difficiles à observer. Ainsi, les passages et les formes d'articulation entre l'abstention et le vote, mais aussi entre la participation électorale et la participation protestataire, peuvent être finement analysés. Une péripétie plus inattendue, telle la conjugaison de la raison manifestante et de l'appel à voter, soit l'utilisation de la protestation au service d'un rappel à l'ordre civique – sans doute une première dans l'histoire des manifestations portées par la jeunesse en France –, peut également donner matière à un élargissement de la réflexion sur les motifs et les formes de l'engagement politique des jeunes générations. C'est aussi à la compréhension de cette vraie fausse énigme de la retombée de la mobilisation des jeunes que s'attachera ce papier en livrant quelques éléments d'analyse.

Nous saisissons les attitudes et les comportements politiques des jeunes tout au long de cette séquence électorale à partir d'une définition relativement large du temps de la jeunesse, 18-30 ans, deux âges qui bornent une période de transition spécifique dans le processus de socialisation politique, le « moratoire électorale des années de jeunesse » ². Si les jeunes sont attachés au droit de vote, ils n'ont pas un usage automatique. Le début de la vie électorale est particulièrement chaotique, constitué d'une alternance de votes et d'abstentions, et marqué par une plus grande volatilité des choix électoraux qu'à d'autres périodes de la vie. Les facteurs explicatifs du délai pris par les jeunes pour engager leur participation électorale conjuguent à la fois des causalités structurelles, propres au processus d'inscription sociale et biographique lié à cet âge de la vie, et des causalités conjoncturelles, liées aux symptômes d'une crise de la représentation politique touchant toutes les classes d'âge, mais plus marquée au sein des jeunes générations. On observe ainsi une relative déconnexion entre le retrait électoral des jeunes et d'autres comportements politiques tels que leur engagement dans des mobilisations collectives ou leur participation à des actions protestataires. Le temps de la formation des choix politiques au cours des années de jeunesse s'inscrit

1. Sur l'évolution des formes de la participation politique en Europe et notamment sur la montée des comportements protestataires chez les jeunes, cf. Pierre Bréchon, « Des valeurs politiques entre pérennité et changement », *Futuribles*, 277, juillet-août 2002 ; Anne Muxel, Marlaine Cacouault (dir.), *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique : une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Paris, L'Harmattan, 2001.

2. Cf. Anne Muxel, « Le moratoire politique des années de jeunesse », dans Annick Percheron, René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991, et, pour une étude du rapport des jeunes à la politique aujourd'hui, Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

dans un processus non linéaire et complexe, se caractérisant par une adéquation relativement flottante entre la structuration idéologique des individus et le processus des choix qu'ils peuvent engager, notamment leur décision de voter¹. Ce moratoire connaît des moments d'activation et des moments de désactivation qui varient au cours du temps, selon l'âge et selon les circonstances de l'inscription sociale des individus. Ainsi pourra-t-on observer des différences particulièrement significatives entre les plus jeunes électeurs, appartenant à la tranche d'âge 18-25 ans, et leurs aînés immédiats, les 25-30 ans. Par ailleurs, on pourra vérifier le rôle décisif du niveau de formation pour comprendre le rapport à la politique des individus. Au sein de la jeunesse actuelle, le diplôme crée des lignes de clivage politique importantes, se traduisant par des choix électoraux assez contrastés. On les retrouve dans l'ensemble de la population, mais elles prennent un relief supplémentaire dans le cas des jeunes générations en train de forger leurs repères et les marqueurs idéologiques qui seront mobilisés dans les étapes ultérieures de leur parcours politique. En ce sens, la fracture sociale et politique que l'on observe au sein de la jeunesse ne peut avoir ni les mêmes implications heuristiques ni les mêmes conséquences dans la durée que les clivages politiques différenciant leurs aînés.

Les jeunes de la classe d'âge des 18-30 ans, votants ou abstentionnistes, manifestants ou non-manifestants du printemps 2002, sont nés au cours d'une période historique à la fois charnière et inaugurale d'un cycle politique qui s'achève avec la défaite de Jospin et, plus largement, de la gauche plurielle aux élections présidentielle et législatives de 2002. Leurs années de naissance s'échelonnent de 1972 pour les plus âgés, les 30 ans, à 1984 pour les plus jeunes, les 18 ans, et délimitent un temps politique marqué par des événements décisifs dans le cours de l'histoire politique française. Fils et filles de parents ayant connu l'effervescence du printemps 68, ils naissent au cours d'une période inaugurée par le choc pétrolier et le congrès d'Épinay marquant la fondation du Parti socialiste, en 1974, qui voit ensuite se mettre en place l'union de la gauche et la défense d'un programme commun, et qui, enfin, consacre l'arrivée de la gauche au pouvoir avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981. Autant d'événements qui constituent des clés d'interprétation essentielles pour comprendre l'évolution du système politique en France dans la période récente, mais aussi pour saisir les transformations du rapport à la politique des citoyens de ce pays. Enfants de ce que l'on a pu appeler la génération Mitterrand, ils sont aussi la génération de l'alternance politique et de la cohabitation. Ils ont appréhendé la vie politique française à travers un prisme de références et de repères en partie brouillés par rapport à ceux des générations plus anciennes, mais aussi de valeurs et d'enjeux nouveaux pouvant relayer une expérience politique spécifique. Leur participation aux élections du printemps 2002 doit être interprétée aussi à l'aune de cette communauté d'expérience générationnelle.

1. Une enquête longitudinale menée auprès d'une cohorte de jeunes âgés au départ de 18 ans, interrogés lors de toutes les grandes élections nationales pendant près de douze ans, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils atteignent 30 ans, a permis de mettre en évidence une stabilité différenciée des positionnements politiques au fil du temps (Anne Muxel, « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps. Une enquête longitudinale », *Revue française de science politique*, 51 (3), juin 2001, p. 409-430).

PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE : INDIFFÉRENCE OU PAROXYSMES D'UN MALAISE POLITIQUE ?

L'un des principaux résultats du scrutin du 21 avril est incontestablement le score élevé de l'abstention. C'est en moyenne un jeune inscrit sur trois qui est resté en marge de l'élection (34 % des 18-25 ans, 32 % des 25-30 ans, contre 28 % de l'ensemble du corps électoral). La pléthore de candidats, jugée pourtant assez favorablement par un jeune électeur sur deux (49 % contre 38 % des Français) n'a pas contrecarré la progression d'une crise de la représentation politique et l'accroissement du malaise des jeunes devant une offre électorale jugée peu convaincante. Si, pour les élections législatives, municipales et surtout européennes, l'abstentionnisme des jeunes est toujours plus important que celui de leurs aînés, l'élection présidentielle avait jusqu'à présent échappé à ce retrait juvénile. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1995, les 18-25 ans s'étaient nettement moins abstenus et dans une proportion relativement équivalente à celle de leurs aînés (24 % contre 21 %). Le 21 avril 2002, les jeunes ont davantage boudé les urnes et l'augmentation de l'abstention est plus prononcée dans la tranche d'âge des 18-25 ans que dans le reste de l'électorat (10 points entre 1995 et 2002 contre 7 points). Un vrai déficit de votants s'est creusé au fil des années au sein des jeunes générations dont le premier tour des élections législatives marque le point d'orgue.

Bien des signes avant-coureurs de ce retrait plus marqué de la décision électorale pouvaient être repérés au cours de la période précédant l'élection. Le comportement des jeunes le 21 avril représente un moment paroxystique des symptômes de la crise de confiance et de reconnaissance qui entrave leur relation au monde politique depuis quelques années. Quel est leur état d'esprit à quelques jours du scrutin ? La première vague d'enquête du panel électoral permet d'esquisser à grands traits leurs dispositions politiques, électorales ou citoyennes.

LES PRÉMISSSES D'UN DÉCROCHAGE ÉLECTORAL

À quelques jours du scrutin, seul un tiers des 18-25 ans déclare s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, soit une proportion assez nettement inférieure à celle que l'on observe dans l'ensemble de la population (33 % contre 40 %). Interrogés deux ans plus tôt, hors période électorale et donc dans un contexte moins mobilisateur, la proportion est sensiblement la même, et même un peu plus favorable (35 %). Ni la campagne ni les enjeux de l'élection ne paraissent donc vraiment retenir beaucoup leur attention. Seul un petit quart des 18-25 ans reconnaît suivre la campagne électorale chaque jour ou presque (24 % contre 36 % de l'ensemble de la population, et 44 % des 65 ans et plus). Les jeunes filles accusent un retrait encore plus marqué : 25 % d'entre elles seulement reconnaissent s'intéresser à la politique (40 % des garçons), 21 % suivent la campagne électorale chaque jour ou presque (27 % des garçons)¹. Selon les conditions d'insertion sociale et le niveau d'études, cette rétraction de l'intérêt porté à la politique connaît des variations significatives. Parmi les 18-30 ans, si 43 % des jeunes bacheliers et étudiants

1. Sur l'impact du genre dans le rapport à la politique et notamment concernant les connaissances politiques, cf. Jean Chiche, Florence Haegel, « Les connaissances politiques », dans Gérard Grunberg, Nonna Mayer, Paul M. Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

poursuivant des études supérieures reconnaissent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, ils ne sont plus que 21 %, dans la même tranche d'âge, parmi ceux qui ne disposent pas du baccalauréat ; si 32 % des premiers disent suivre chaque jour ou presque la campagne électorale, ils ne sont plus que 18 % parmi les seconds.

Tableau 2. Les jeunes face à l'élection avant le premier tour de l'élection présidentielle 2002 (vague 1) (%)

	<i>Intérêt pour la politique élevé</i>	<i>Suivi quotidien campagne présidentielle</i>	<i>Hommes politiques corrompus</i>	<i>Intention de s'abstenir</i>	<i>N'ont pas fait leur choix</i>	<i>Intention de vote pour gauche plurielle 1^{er} tour</i>	<i>Intention de vote pour extrême droite 1^{er} tour</i>	<i>Intention vote Jospin 2^e tour</i>
<i>Âge :</i>								
18-25 ans	33	24	76	34	40	43	13	42
25-30 ans	36	31	69	37	35	38	17	32
>30 ans	42	38	56	28	24	30	21	32
<i>Niveau d'études :</i>								
18-30 ans > bac	43	32	71	35	39	43	12	38
18-30 ans < bac	21	18	79	36	36	39	20	37
30 ans et plus > bac	59	45	48	24	25	36		
30 ans et plus < bac	33	35	60	31	25	27	26	31
<i>Ensemble (n = 4107)</i>	40	36	59	30	27	32	20	33

Si le vote n'est plus l'outil par excellence de l'expression démocratique, c'est parce que ses enjeux sont moins lisibles et ses réelles capacités de transformation et d'action sont jugées peu crédibles. À la veille du 1^{er} tour de la présidentielle, 80 % des Français pensent que le résultat de l'élection présidentielle ne permettra que peu ou pas du tout d'améliorer les choses en France (77 % des 18-25 ans). Nul ne s'étonnera dès lors que le 21 avril, le premier parti de France fut celui des abstentionnistes.

Dans les jours précédant le scrutin, face au choix des partis comme des candidats proposés, les plus jeunes se montrent tout particulièrement indécis, hésitants, peu satisfaits : 40 % des 18-25 ans déclarent que leur choix n'est pas encore arrêté (27 % de l'ensemble de l'électorat sont dans ce même cas) et ils sont déjà un peu plus nombreux que leurs aînés à envisager de se mettre en retrait de la décision électorale (34 % des 18-25 ans et 37 % des 25-30 ans contre 30 % de l'ensemble). Si les jeunes scolarisés se montrent un peu plus tentés par le vote blanc et les jeunes actifs par l'abstention, ils ont en commun un même scepticisme face à une élection dont ils n'attendent pas grand-chose. Les uns comme les autres ont la même vision d'une classe politique malhonnête : plus des trois quarts des 18-25 ans jugent les hommes politiques corrompus (76 % contre 59 % dans l'ensemble de l'électorat) et davantage encore les filles que les garçons (79 % contre 73 %). Leur hésitation est donc considérable et ne sera pas sans peser sur le déroulement du scrutin. Cet unanimisme en dit long sur l'ampleur du discrédit porté à l'ensemble du monde politique. Mais bien que partageant une même défiance à l'encontre des gouvernants, celle-ci ne se traduit

pas par les mêmes comportements. Unie sur le diagnostic, la jeunesse n'en reste pas moins divisée quant aux réponses politiques qui s'expriment en son sein.

UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Première différence de réponse politique, celle qui sépare les votants des abstentionnistes. Si l'on compte ensemble les abstentionnistes et les jeunes qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales, plus d'un jeune sur deux est resté en dehors de l'élection. Ce retrait n'est pas nécessairement l'expression d'une dépolitisation et d'un renoncement à tout sens civique. La dynamique de l'abstention dans la période récente doit davantage à son instrumentalisation politique qu'à une mise hors-jeu de la politique¹. L'abstentionnisme politique, par défaut d'identification, contestation de l'offre électorale ou expression d'un mécontentement, s'est fortement accru et tout particulièrement parmi l'électorat jeune. Mais c'est la première fois qu'il apparaît si marqué lors d'un scrutin présidentiel habituellement plus mobilisateur. Certes, il est difficile d'évincer totalement le poids de l'indisponibilité physique des jeunes en raison des vacances scolaires, mais bien des attitudes laissent penser que c'est tout autre chose qui a pu jouer. Si l'abstentionnisme politique a plusieurs facettes qui ne sont pas toujours faciles à distinguer, celui qui caractérise les jeunes ce jour-là résulte en partie de l'intensité de leur perplexité. Celle-ci les a taraudé jusqu'au bout, les votants, mais aussi ceux qui ont décidé en bout de course de s'abstenir. Les uns comme les autres se sont montrés beaucoup plus perplexes que leurs aînés : 30 % des jeunes qui ont voté ont hésité jusqu'au dernier moment (18 % de l'ensemble des votants) et 35 % des jeunes abstentionnistes ont attendu jusqu'au bout avant de confirmer leur retrait (26 % de l'ensemble des abstentionnistes).

Même si la gauche plurielle fait un score supérieur à celui recueilli dans l'ensemble du corps électoral (35 % des 18-25 ans, 39 % des 25-30 ans, contre 32 % de l'ensemble des votants), elle n'a pas su contrecarrer une érosion sensible de son soutien dans les jours qui ont précédé le scrutin, tout particulièrement parmi les plus jeunes électeurs. Malgré une orientation préalable plutôt favorable à la gauche plurielle et à la candidature de Lionel Jospin, leur plus grande hésitation a, en bout de course, joué en défaveur de cette inclination. Entre les vagues 1 et 2 du panel électoral, on observe en effet un écart de 8 points entre les intentions de vote exprimées par les 18-25 ans pour un candidat de la gauche plurielle avant le premier tour de l'élection (43 %), déjà nettement supérieures à celles que l'on enregistrait dans l'ensemble de l'échantillon (32 %), et les suffrages qu'ils ont finalement accordés à ce camp politique le 21 avril (35 %). On n'observe pas de distorsion comparable dans les autres classes d'âge. En revanche, même si elle reste minoritaire, la droite a gagné 5 points parmi les 18-25 ans (29 % d'intentions de vote et 34 % de suffrages exprimés) et l'extrême droite, 4 points (13 % d'intentions de vote et 17 % de suffrages exprimés). Invités à se prononcer sur leur choix entre Jospin ou Chirac si les deux candidats étaient présents au deuxième tour, les plus jeunes électeurs là encore privilégiaient assez largement Jospin, et notamment les étudiants (42 % d'intentions de vote contre 30 % pour Chirac, respectivement 33 % et 37 % dans l'ensemble de la population). La

1. Sur cette différenciation du comportement abstentionniste, cf. Jérôme Jaffré, Anne Muxel, « S'abstenir : hors du jeu et dans le jeu politique », dans Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

reconstitution des trajectoires des intentions de vote déclarées à la veille du premier tour au sein de l'échantillon panelisé, ayant été interrogé lors des trois vagues d'enquête, met en évidence cette attrition du soutien de la gauche tout particulièrement parmi les jeunes électeurs. 37 % des 18-25 ans qui déclaraient une intention de vote pour un candidat de la gauche plurielle se sont finalement abstenus le 21 avril (26 % seulement des 25-30 ans et 27 % de l'ensemble des enquêtés dans la même disposition).

Tableau 3. Report des intentions de vote pour la gauche plurielle selon l'âge (panel) (%)

	<i>Intention vote gauche plurielle/ Abstention 1^{er} tour</i>	<i>Intention vote gauche plurielle/ Vote gauche plurielle</i>
Âge :		
18-25 ans	37	52
25-30 ans	26	55
> 30 ans	27	61
Ensemble (n=1417)	27	59

Le tableau se lit ainsi : 37 % des 18-25 ans ayant eu l'intention de voter pour un candidat de la gauche plurielle avant le 21 avril se sont finalement abstenus ; 52 % d'entre eux ont été conformes à leur intention.

Il semble donc que l'hésitation ait, en fin de parcours, joué en défaveur de Jospin comme de la gauche plurielle. Nombre de ces jeunes qui leur étaient pourtant acquis ont préféré s'abstenir. Cette rétraction de leur disposition originelle a incontestablement pesé sur les résultats du 21 avril.

Cette hésitation partagée traduit un manque de conviction et de reconnaissance des enjeux du premier tour. Et l'on peut supposer que la perception d'une élection jouée d'avance a pu contribuer à ce sentiment d'inutilité de la décision électorale. Pour les jeunes abstentionnistes, ce défaut de conviction politique est apparu plus patent : ils s'intéressent moins à la politique que ceux qui ont voté (30 % contre 56 % des jeunes votants) et se montrent encore plus distants à l'égard du jeu partisan (11 % seulement se disent proches d'un parti politique contre 26 % des jeunes votants). Ils accusent davantage que les votants des signes de malaise face à une société dont ils jugent plus sévèrement les dysfonctionnements : 42 % d'entre eux ont le sentiment de vivre moins bien qu'avant (33 % des jeunes votants) et 48 % estiment que la démocratie en France fonctionne mal (40 % des jeunes votants). Mais, sur nombre d'appréciations concernant la situation politique, ils se montrent plus proches des jeunes votants que de leurs aînés abstentionnistes. Ainsi le niveau de leur défiance politique joue-t-il, à part égale, mais aussi leur perception de la dispersion des candidatures au premier tour de l'élection, pourtant responsable de l'élimination de Jospin : 49 % des jeunes votants et 47 % des jeunes abstentionnistes estiment que la présence de seize candidats était plutôt une bonne chose (38 % seulement de l'ensemble des votants et 36 % de l'ensemble des abstentionnistes). Ces résultats laissent supposer que leur hésitation se portait davantage sur les contenus et les enjeux programmatiques que sur l'offre pourtant diversifiée de candidats. Ce sont les réponses politiques et partisans face aux enjeux de l'élection, plus que les candidats eux-mêmes, qui ont suscité un défaut de conviction. Dernier point commun, les uns et les autres partagent une même indignation face à la présence de Le Pen au second tour du scrutin : on dénombre 65 % de mécontents parmi les jeunes abstentionnistes comme parmi les jeunes votants (55 % de l'ensemble des abstentionnistes et 60 % de l'ensemble des votants).

DES SIGNES DE FRACTURE DANS LES URNES

Un peu moins d'un jeune sur deux a donc pris le chemin des urnes le 21 avril. Parmi ceux qui sont passés à l'acte, seul le tiers d'entre eux n'a décidé qu'au dernier moment de son choix (33 % contre 21 % de l'ensemble de l'électorat). Même parmi les votants, l'hésitation a pesé à tous les moments du processus de décision. Comment ont-ils voté ?

Tableau 4. Votes au premier tour de l'élection présidentielle selon l'âge et le niveau d'études (vague 2) (%)

	<i>Abstentions Blancs et Nuls</i>	<i>Extrême gauche (% exprimés)</i>	<i>Gauche plurielle (% exprimés)</i>	<i>Droite (% exprimés)</i>	<i>Extrême droite (% exprimés)</i>
<i>Âge :</i>					
18-25 ans	34	14	35	34	17
25-30 ans	32	14	39	30	18
>30 ans	29	10	31	39	20
<i>Niveau d'études :</i>					
18-30 ans > bac	32	14	40	33	13
18-30 ans < bac	39	14	29	29	29
Ensemble 18-30 ans	34	14	37	32	18
Total (n=4017)	30	10	32	38	20

Comme leurs aînés, les plus jeunes électeurs sanctionnent les deux cohabitants. Alors qu'ils avaient davantage soutenu Chirac en 1995, ils lui accordent cette fois-ci nettement moins de suffrages (19 % des 18-25 ans au 1^{er} tour en 1995, 13 % en 2002) et nettement moins de suffrages que le reste de l'électorat (20 %). Le 21 avril 2002, Jospin fait lui aussi un moins bon score qu'au premier tour de 1995 (13 % contre 21 % sept ans plus tôt) et, là encore, inférieur à celui que lui accorde l'ensemble des Français (16 %). Comme leurs aînés, les plus jeunes électeurs donnent aux candidatures extrémistes une part relativement consistante de leurs voix, tant à l'extrême gauche (14 %) qu'à l'extrême droite (17 %). Près d'un jeune électeur sur trois a donc porté sa voix sur la protestation politique. L'extrême gauche, et tout particulièrement la candidature de Didier Besancenot, a marqué des points au sein de toute la jeunesse, scolarisée et non-scolarisée (14 % de votes pour un candidat d'extrême gauche contre 10 % de l'ensemble des votants et 7 % pour Besancenot contre 4 % de l'ensemble des votants). La gauche plurielle fait plutôt un meilleur score parmi la jeunesse diplômée (40 % des 18-30 ans ayant un diplôme supérieur au bac contre 29 % de ceux qui n'ont pas le bac et 32 % de l'ensemble des votants), mais c'est surtout à l'attrait suscité par Noël Mamère qu'elle le doit (14 % des suffrages exprimés dans cette tranche d'âge contre 5 % de l'ensemble des votants). La candidature de Jospin, bien que sanctionnée dès le premier tour (13 % des suffrages exprimés parmi les 18-25 ans contre 16 % de l'ensemble du corps électoral), suscite un soutien un peu plus important de la part de la jeunesse scolarisée que de la jeunesse non scolarisée (13 % contre 8 %).

Si 2002 marque un net recul par rapport à 1995 des scores de Jean-Marie Le Pen au sein des plus jeunes électeurs (18 % parmi les 18-25 ans au 1^{er} tour de 1995, soit 3 points de plus que dans l'ensemble de l'électorat, et 13 % en 2002, soit 4 points de moins que dans l'ensemble des votants), il n'en reste pas moins vrai que ceux-ci accordent autant de suffrages au *leader* frontiste le 21 avril (13 %) qu'à Jacques Chirac (13 %) et à Lionel

Jospin (13 %). Au deuxième tour, malgré l'importante mobilisation d'une partie de la jeunesse, il en est encore 12 % (18 % dans l'ensemble de la population) et toujours 12 % lors du 1^{er} tour des législatives (contre 14 % dans l'ensemble du corps électoral) qui choisissent l'extrême droite. Cette présence du vote frontiste au sein de la jeunesse, et dans une moindre mesure du vote MNR, connaît des différences importantes selon les conditions d'insertion sociale des jeunes et tout particulièrement, selon leur niveau de formation : 29 % des 18-30 ans n'ayant pas le bac contre 13 % des 18-30 ans détenteurs du bac et 20 % de l'ensemble des votants ont voté Le Pen au 1^{er} tour de la présidentielle. Seuls 8 % des étudiants ont porté leurs voix sur le *leader* d'extrême droite. Ces chiffres confirment la persistance de l'ancrage électoral du Front national et de son *leader* parmi les jeunes qui sont déjà au travail, le plus souvent dans des emplois précaires, peu qualifiés et peu porteurs d'identité ¹. En 1995, les mêmes clivages étaient déjà constatés : le score de Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle parmi les jeunes sortis du système scolaire non-bacheliers était déjà nettement supérieur à la moyenne (25 % contre 8 % parmi les jeunes poursuivant des études supérieures et 15 % de l'ensemble des votants).

Les diplômés ne départagent pas seulement les conditions de l'insertion sociale, ils ont aussi des conséquences sur la constitution du rapport à la politique et, plus largement, sur les usages de la citoyenneté ². Les nouvelles générations les plus instruites, bien que critiques à l'égard de la politique, restent fondamentalement attachées au régime démocratique. L'intériorisation des valeurs universalistes, au travers desquelles ils construisent des enjeux de nature politique, vient compenser leur défiance et garantit un attachement durable au système représentatif. Du côté des jeunes peu ou pas diplômés, si les valeurs universalistes apparaissent plus enracinées que parmi leurs aînés disposant de la même dotation scolaire et socioculturelle, elles restent moins affirmées et ne jouent pas le même rôle de compensation du déni de la politique. Cette part de la jeunesse se maintient aussi plus en retrait de toute forme de participation citoyenne, qu'il s'agisse du vote ou de la manifestation. Sa reconnaissance du système partisan est faible : plus de la moitié des 18-30 ans ne disposant pas du bac ne se sentent proches d'aucun parti politique (57 % contre 38 % des jeunes qui ont un niveau de formation égal ou supérieur au baccalauréat). Leur confiance dans la démocratie représentative apparaît plus ébranlée et l'on observe non seulement un déficit de leur lien au politique, mais aussi un relâchement de leur lien démocratique, pouvant aboutir, pour un nombre significatif d'entre eux, au choix d'une figure charismatique et autoritaire telle que celle de Le Pen. Ainsi peut-on observer, à partir d'une même communauté d'expérience générationnelle de déni de la politique et de défiance envers ses représentants, deux types de réponse se présentant en négatif l'une de l'autre et qui, plutôt que de faire apparaître une génération politique, indiquent des risques de fracture intra-générationnelle. Ce qui s'est passé dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle 2002 illustre de façon exemplaire le travail de cette ligne de clivage idéologique et politique au sein de la jeunesse française.

1. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, op. cit. ; Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen...*, op. cit.

2. Pour un examen de la façon dont s'articulent les différentes dimensions et voies d'expression de la démocratie dans la dynamique des âges, cf. Gérard Grunberg, Anne Muxel, « La dynamique des générations », dans Gérard Grunberg, Nonna Mayer, Paul M. Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve*, op. cit. Pour une étude détaillée des valeurs des jeunes aujourd'hui, cf. Olivier Galland, Bernard Roudet (dir.), *Les valeurs des jeunes : tendances en France depuis 20 ans*, Paris, L'Harmattan, 2001.

LA MOBILISATION DE L'ENTRE-DEUX TOURS : RÉACTION ÉMOTIONNELLE, SURSAUT CIVIQUE OU RÉPONSE POLITIQUE ?

Dans les moments forts de l'histoire du pays, les jeunes sont toujours les premiers à se saisir de la rue pour défendre la démocratie. Le 11 novembre 1940, ce sont des lycéens qui organisent, à l'Arc de triomphe, la première manifestation sur la voie publique contre l'occupant, la conscience collective du pays est alors interpellée par une jeunesse déterminée à défendre les valeurs de la République et de la liberté ¹. Au cours d'une période plus récente, chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion, les jeunes ont su protester contre les atteintes aux droits de l'homme, contre le racisme et les discriminations, le plus souvent de façon spontanée et en marge des organisations politiques ou syndicales traditionnelles. La pratique de la manifestation est devenue une expérience familière pour nombre d'entre eux. Avant même la mobilisation de l'entre-deux tours, 37 % des 18-25 ans déclarent avoir participé au moins une fois à une manifestation, 19 % des 25-30 ans et seulement 15 % des plus de trente ans. L'expérience de la manifestation est plus fréquente parmi les jeunes diplômés et poursuivant des études supérieures : elle concerne le tiers des 18-30 ans ayant un niveau d'études égal ou supérieur au baccalauréat (33 %), mais seulement 21 % des jeunes, dans la même tranche d'âge, n'ayant pas le baccalauréat. Cette différence s'est quelque peu estompée lors des manifestations contre Le Pen du printemps 2002. Si celles-ci ont compté dans leurs rangs nombre de très jeunes manifestants encore lycéens, elles ont aussi mobilisé une part non négligeable de la jeunesse non-scolarisée et l'effet du diplôme y apparaît moins déterminant que parmi les aînés. Dans la tranche d'âge des 18-30 ans, 21 % de ceux qui ont un niveau d'études supérieur ou égal au bac et 20 % de ceux qui n'ont pas le baccalauréat y ont pris une part active (contre respectivement 17 % et 11 % parmi les plus de trente ans). Si une partie des jeunes non scolarisés donne ses voix à Le Pen, il en est donc aussi une autre qui s'y oppose. Cela ne doit pas être oublié afin d'éviter les interprétations trop manichéennes du rapport des jeunes à la politique.

Tableau 5. Participation aux manifestations selon l'âge et le niveau d'études (vague 2) (%)

	<i>Ont personnellement participé</i>	<i>Quelqu'un de leur entourage a participé</i>	<i>Ensemble</i>
<i>Âge :</i>			
18-25 ans	24	12	36
25-30 ans	16	7	23
>30 ans	14	4	18
<i>Niveau d'études :</i>			
18-30 ans > bac	21	11	32
18-30 ans < bac	20	7	27
30 ans et plus > bac	17	8	25
30 ans et plus < bac	11	2	13
<i>Ensemble (n = 4017)</i>	15	5	20

1. Cf. Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France : 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997 ; Pierre Favre, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990 ; Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue, les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

La force de démonstration et l'ampleur de la mobilisation des jeunes, qui ont été nombreux à défiler quotidiennement, ont contribué à la sensibilisation de l'ensemble de l'opinion et à la remobilisation électorale du second tour. Le 1^{er} mai 2002, dans les rues de Paris comme dans de nombreuses villes de France, un million et demi de personnes manifestent contre Le Pen. Le 5 mai, les Français retrouvent le chemin des urnes et l'abstention revient au niveau de 1995. Jacques Chirac est plébiscité, 82 % de suffrages exprimés, et plus encore parmi les jeunes électeurs (88 % des 18-25 ans et 84 % des 25-30 ans). L'abstention est contenue et ce, quel que soit l'âge et le niveau d'études. Comparés à ceux du premier tour, les scores de Le Pen apparaissent quelque peu érodés parmi les plus jeunes électeurs (parmi les 18-25 ans, 12 % de suffrages contre 17 % de votes pour l'extrême droite le 21 avril). Si les signes de fracture politique entre la jeunesse diplômée et la jeunesse non-diplômée sont toujours visibles, le score de Le Pen s'est néanmoins tassé parmi cette dernière (-7 points). L'écart du nombre des suffrages pour l'extrême droite exprimés par l'une ou l'autre s'est quelque peu réduit entre le premier tour et le second tour (12 points parmi les 18-30 ans entre les détenteurs du baccalauréat et ceux qui ne l'ont pas, contre 16 points au premier tour). Parmi les électeurs ayant dépassé la trentaine, les écarts restent relativement stables entre les deux tours : le score de l'extrême droite parmi les non-bacheliers est identique (24 % au premier et 25 % au second) et, contrairement aux plus jeunes, l'on n'observe aucun tassement de l'écart entre les bacheliers et les non-bacheliers entre les deux tours (12 points au premier comme au second tour entre les détenteurs du bac et ceux qui ne l'ont pas). On ne peut écarter l'effet propre de la mobilisation de l'entre-deux tours dans cette réduction assez sensible du vote lepéniste au sein de la jeunesse non-scolarisée, encore significative lors du premier tour des législatives (-12 points par rapport au premier tour de la présidentielle).

Tableau 6. Votes au second tour de l'élection présidentielle selon l'âge et le niveau d'études (vague 2) (%)

	<i>Abstentions Blancs et Nuls</i>	<i>Chirac (% exprimés)</i>	<i>Le Pen (% exprimés)</i>
<i>Âge :</i>			
18-25 ans	22	88	12
25-30 ans	25	84	16
>30 ans	23	81	19
<i>Niveau d'études :</i>			
18-30 ans > bac	24	90	10
18-30 ans < bac	24	78	22
Ensemble 18-30 ans	24	86	14
Total (n = 4017)	23	82	18

Tableau 7. Le vote pour l'extrême droite au premier et au second tour de l'élection présidentielle 2002 (vague 2) (%)

	<i>Vote extrême droite 1^{er} tour</i>	<i>Vote Le Pen 2^e tour</i>	<i>Écart 1^{er}/2^e tour</i>
18-30 ans < bac	29	22	-7
18-30 ans > bac	13	10	-3
>30 ans < bac	25	24	-1
>30 ans > bac	13	12	-1
Ensemble (n = 4017)	20	18	-2

Si le ressort émotionnel joua sans conteste un rôle décisif dans l'intensité de la mobilisation, il n'atténue pas pour autant la signification politique de celle-ci. La visualisation de Le Pen au second tour a provoqué un choc en profondeur, une sorte de prise de conscience en accéléré de l'imminence d'un danger qu'il fallait à tout prix écarter. Mais par-delà cette dynamique affective – on repousse ce que l'on ne veut à aucun prix, le « méchant », l'« ennemi », « l'incarnation du mal », la « menace fasciste », etc. –, ces manifestations ont aussi été l'occasion de rappeler l'utilité sociale et politique du vote dans un régime démocratique. En ce sens, la mobilisation de l'entre-deux tours est un phénomène politique exceptionnel, procédant d'une totalisation des formes conventionnelles et non-conventionnelles de la participation politique, obligeant à la penser dans une articulation nouvelle entre démocratie participative et démocratie représentative. S'il s'agissait bien de manifester son opposition à Le Pen, il s'agissait aussi de remobiliser les douze millions d'abstentionnistes du premier tour et d'appeler à voter Chirac, y compris des électeurs opposés à son camp politique. Cette instrumentalisation, relativement inédite, de la manifestation au service du vote constitue la singularité de cette effervescence politique. Restera à déterminer quelle empreinte elle laissera dans les attitudes et dans les comportements politiques ultérieurs de tous ceux qui y ont participé, mais aussi de tous les autres.

« LA JEUNESSE CONTRE LE PEN » : QUI SONT LES MANIFESTANTS ?

« Pas de quartier pour les fachos ! Et pas de fachos pour les quartiers ! », « La jeunesse emmerde le Front national », « Et F comme fasciste ! Et N comme nazi ! À bas ! À bas ! Le Front national ! » Les slogans parlent d'eux-mêmes. Avant toute autre chose, les jeunes manifestants dénoncent avec force la présence de Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle et marquent l'indignation ressentie dans la patrie des droits de l'homme. Le drapeau bleu-blanc-rouge flotte dans les cortèges, des Mariannes sont en berne ou en pleurs, les symboles de la République et de l'unité nationale sont convoqués par une jeunesse déterminée à contrecarrer la « lepénisation des esprits ». C'est très clairement une conscience aiguë de ce danger qui a décidé les plus jeunes à descendre dans la rue. Quel que soit leur comportement électoral ou leur choix lors du premier tour, ils se montrent toujours plus mécontents que leurs aînés de la présence du candidat frontiste au second tour. Et ce différentiel est plus particulièrement marqué parmi les électeurs de la gauche plurielle (87 % des 18-30 ans se disent mécontents, 75 % des plus de trente ans), mais aussi parmi ceux qui ont donné leurs voix à la droite modérée lors du premier tour (68 % de mécontents parmi les 18-30 ans, 58 % parmi les plus de trente ans). Un certain remord semble avoir incité les jeunes abstentionnistes du premier tour à descendre en plus grand nombre dans la rue que leurs aînés abstentionnistes (28 % contre 16 %), mais les jeunes qui ont voté ont aussi participé davantage aux manifestations (32 % contre 20 % des plus de 30 ans). Cette surmobilisation de la jeunesse opère quelle que soit l'orientation de ses votes. Ainsi, les jeunes électeurs de la gauche plurielle, de loin les plus actifs, se sont-ils davantage mobilisés que leurs aînés. Plus de la moitié des 18-25 ans ayant voté pour un de ses candidats, ont participé à une manifestation (52 % contre 35 % seulement des plus de 30 ans pourtant électeurs, eux aussi, de la gauche plurielle). Bien que moins mobilisés (34 % contre 52 %), les jeunes électeurs d'extrême gauche ont été, eux aussi, plus présents dans la rue que leurs homologues plus âgés. Les jeunes électeurs de droite ne sont pas restés en retrait : près du quart d'entre eux a participé aux manifestations (23 % parmi les 18-30 ans contre seulement 13 % des plus de 30 ans).

Tableau 8. *Votants et abstentionnistes face aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle 2002 (vague 2) (%)*

	<i>Mécontents de l'élimination de Jospin au 2^e tour</i>	<i>Mécontents de la présence de Le Pen au 2^e tour</i>	<i>Ont manifesté entre les deux tours</i>
<i>18-30 ans ayant voté :</i>			
Extrême gauche (n = 64)	64	75	34
Gauche plurielle (n = 268)	82	87	52
Droite (n = 145)	37	68	23
Extrême droite (n = 81)	16	5	6
Ensemble (n = 458)	54	65	32
<i>> 30 ans ayant voté :</i>			
Extrême gauche (n = 236)	68	75	29
Gauche plurielle (n = 739)	86	75	35
Droite (n = 922)	35	58	13
Extrême droite (n = 473)	17	9	4
Ensemble (n = 2370)	51	58	20
Ensemble des votants (n = 2828)	51	60	22
<i>18-30 ans s'étant abstenus : (n = 236)</i>	52	65	28
Ensemble des abstentionnistes (n = 1190)	47	55	16

Cette surmobilisation des plus jeunes, votants et abstentionnistes du premier tour, et leur présence plus consensuelle dans les manifestations, s'accompagne de différences significatives dans les motivations comme dans les attendus de leur protestation. Deux types de profils manifestants peuvent être distingués qui font apparaître des modes spécifiques de relation à la politique. Si tous les participants aux manifestations contre Le Pen se situent majoritairement à gauche (66 % contre 33 % parmi ceux qui n'ont pas manifesté et 39 % de l'ensemble de la population), la reconnaissance de cette appartenance n'a pas la même consistance selon leur âge. C'est chez les plus jeunes manifestants qu'elle est le moins affirmée (55 % des 18-25 ans ayant participé aux manifestations se situent à gauche, 69 % des 25-30 ans et 64 % des plus de 30 ans).

Le premier profil manifestant caractérise les plus jeunes, orientés majoritairement à gauche (55 %), mais plus distants vis-à-vis de l'univers politique que leurs aînés : ils s'intéressent moins à la politique (48 % ont un intérêt politique élevé contre 73 % des manifestants plus âgés), seul un quart d'entre eux se déclarent proches d'un parti politique (25 % contre 52 % de leurs aînés), ils sont restés plus en retrait de la décision électorale lors du premier tour (33 % d'entre eux n'ont pas voté, 21 % seulement des manifestants plus âgés) et se montrent nettement plus critiques à l'égard de ses institutions comme de son fonctionnement (41 % jugent que la démocratie fonctionne mal en France, 29 % seulement parmi les manifestants plus âgés). Ces jeunes manifestants se mobilisent d'abord contre Le Pen et dénoncent en plus grand nombre le danger qu'il représente pour la démocratie (69 % des 18-25 ans, 44 % des 25-30 ans et seulement 37 % des manifestants âgés de plus de 30 ans).

Les manifestants plus âgés présentent un profil politique relativement différent. Plus nettement ancrés à gauche (64 %, soit près des deux tiers d'entre eux), ils sont aussi plus politisés, moins distants et nettement moins critiques à l'égard du personnel politique (si 72 % des plus jeunes manifestants considèrent les hommes politiques corrompus, parmi les plus âgés, ils ne sont plus que 56 % à partager la même opinion). Leur participation aux manifestations contre Le Pen s'inscrit davantage dans une tradition de défense des valeurs de gauche et a, de toute évidence, joué un rôle cathartique de déculpabilisation face à l'échec de la gauche et à la défaite de Jospin.

Tableau 9. Profil politique des manifestants contre Le Pen (vague 2) (%)

	<i>Intérêt politique élevé</i>	<i>Démocratie en France fonctionne mal</i>	<i>Se situent à gauche</i>	<i>Proches d'un parti politique</i>	<i>Hommes politiques corrompus</i>	<i>Présence Le Pen dangereux pour la démocratie</i>	<i>Ont voté au 1^{er} tour présidentiel</i>
<i>18-25 ans (n = 377)</i>							
Ont manifesté	48	41	55	25	72	69	67
N'ont pas manifesté	41	45	28	17	82	54	65
Ensemble	44	44	38	20	79	59	66
<i>25-30 ans (n = 390)</i>							
Ont manifesté	73	39	69	36	60	44	72
N'ont pas manifesté	44	43	32	18	69	48	66
Ensemble	51	42	41	22	67	47	68
<i>> 30 ans (n = 3250)</i>							
Ont manifesté	73	29	64	52			
N'ont pas manifesté	52	47	30	31	46	35	70
Ensemble	56	44	36	35	54	35	71
Total (n=4017)	54	44	39	32	58	38	70

Ce relatif décalage générationnel fait apparaître la co-existence de deux dynamiques à l'œuvre dans la mobilisation de l'entre-deux tours. La première, fortement émotionnelle, est plus entière, plus radicale, exprimant, au premier chef, l'attachement des plus jeunes manifestants au pacte démocratique. La seconde, obéissant à un parcours politique plus balisé, est moins orientée vers la nécessité de défendre la démocratie que vers le besoin de rendre visible un peuple de gauche abasourdi par les résultats du scrutin, cherchant une forme d'absolution au travers du rappel de son existence et de sa cohésion. La synergie de cette double dynamique générationnelle a créé les conditions du succès de la manifestation du 1^{er} mai, lui conférant une dimension historique qui restera probablement longtemps dans les mémoires. Mais elle a aussi fortement contribué à l'issue du scrutin du second tour.

DE LA RUE AUX URNES, DE LA MANIFESTATION AU VOTE :
L'EFFET D'ENTRAÎNEMENT DE LA JEUNESSE

Le succès de cette mobilisation et l'ampleur du rattrapage opéré par le comportement des électeurs lors du deuxième tour doivent beaucoup à la jeunesse, sans doute plus que cela ne l'a été dit et commenté. D'abord, parce que les jeunes en ont été des acteurs essentiels. Ils en ont eu l'initiative et se sont montrés particulièrement tenaces et constants dans leur protestation pendant les deux semaines qui séparaient les deux tours de scrutin. Par la visibilité et la radicalité de leur opposition et par les nombreuses initiatives, au travers des relais d'opinion, qu'ils ont su animer, ils ont de fait contribué à la sensibilisation de l'opinion. Enfin, leur remobilisation électorale lors du

second tour a été massive, proportionnellement plus importante que dans d'autres classes d'âge. Une observation fine de l'évolution du comportement électoral entre le premier tour et le second tour au sein de l'échantillon panelisé fait apparaître des écarts significatifs selon l'âge.

Tableau 10. Évolution du comportement électoral entre le premier et le second tour de l'élection présidentielle 2002 selon l'âge (panel) (%)

	<i>Abstention au 1^{er} tour/ -Abstention au 2^e tour</i>	<i>Abstention au 1^{er} tour/ Vote Chirac au 2^e tour</i>	<i>Vote gauche plurielle 1^e tour/Vote Chirac au 2^e tour</i>
Âge :			
18-25 ans	45	55	89
25-30 ans	46	50	66
>30 ans	47	45	78
<i>Ensemble (n = 1417)</i>	47	47	78

Le tableau se lit ainsi : 45 % des 18-25 ans s'étant abstenus lors du premier tour de l'élection présidentielle se sont abstenus lors du second tour.

L'abstention des plus jeunes se réduit de façon significative et, contrairement au premier tour, ne marque plus de différence par rapport à leurs aînés. Plus nombreux à avoir fait le choix de l'abstention le 21 avril, la proportion de ceux qui réitérent ce même choix lors du second tour ne connaît pas de différence avec les abstentionnistes plus âgés (45 % des 18-25 ans contre 47 % dans l'ensemble de l'échantillon). En revanche, la réduction de leur abstention au profit du vote Chirac est nettement plus visible : 55 % des jeunes s'étant abstenus au premier tour ont voté Chirac au second, ils ne sont que 45 % parmi les abstentionnistes du premier tour ayant dépassé la trentaine. Cet écart signale l'effet d'entraînement de la jeunesse et sa contribution significative au sursaut civique du 5 mai. Parmi les jeunes ayant voté dès le premier tour, le report de leurs voix sur Chirac apparaît encore plus unanime que parmi les électeurs du 21 avril plus âgés. Ainsi, 89 % des 18-25 ans ayant voté pour un candidat de la gauche plurielle lors du premier tour ont voté pour Chirac, 78 % des plus de trente ans. On observe un retrait plus marqué des 25-30 ans (66 % seulement de votes pour Chirac), pouvant signaler un effet du moratoire électoral, mais aussi d'arbitrages politiques différents.

Les plus jeunes électeurs ont donc assez largement participé à l'issue du scrutin du 5 mai et leur remobilisation électorale apparaît plus importante que celle de leurs aînés. Reste à savoir si une participation active aux manifestations de l'entre-deux tours a pu avoir une incidence sur les écarts observés. En bout de course, est-ce l'âge ou le fait d'avoir manifesté qui a eu le plus d'effet sur leur décision de voter Chirac ? Il est bien sûr difficile de démêler les effets propres à l'un ou à l'autre tant ils sont imbriqués, néanmoins la comparaison des votes pour Chirac selon l'âge des manifestants et surtout, selon leur choix au premier tour, permet de fournir quelques éléments de réponse.

L'abstention s'est réduite de façon plus significative parmi les manifestants : seuls 16 % d'entre eux sont restés en dehors de l'élection au second tour (25 % de ceux qui n'ont pas manifesté). Les effets de la participation aux manifestations apparaissent encore plus marqués sur le vote Chirac : 81 % de ceux qui y ont pris part lui ont accordé leur voix contre seulement 58 % parmi ceux qui n'ont pas manifesté. L'âge n'introduit aucune variation dans ce plébiscite de la raison manifestante. Le double objectif de la mobilisation, protestation contre Le Pen et appel au vote Chirac, a donc été pleinement atteint.

Tableau 11. Effet de la participation aux manifestations sur le vote Chirac au second tour de l'élection présidentielle 2002 selon l'âge (vague 2) (%)

	<i>Vote Chirac au 2^e tour</i>
<i>18-25 ans</i>	
Manifestants	82
Non-manifestants	60
Ensemble	68
<i>25-30 ans</i>	
Manifestants	76
Non-manifestants	60
Ensemble	63
<i>> 30 ans (n = 3250)</i>	
Manifestants	81
Non-manifestants	58
Ensemble	62
Ensemble des manifestants	81
Ensemble des non-manifestants	58
Total (n = 4017)	63

Mais on peut essayer d'aller plus loin dans la compréhension de ce qui a pu se passer dans l'entre-deux tours et pousser plus avant l'analyse des ressorts de la manifestation comme du vote Chirac, dans un contexte politique et électoral particulièrement atypique. Le report des électeurs de gauche sur Chirac était l'une des clés du scrutin et la participation aux manifestations y joua un rôle assez déterminant. Si l'effet de celle-ci sur le vote Chirac s'impose quel que soit l'âge, parmi les électeurs de gauche du premier tour, il apparaît nettement plus marqué parmi les manifestants ayant dépassé la trentaine. Parmi les plus de 30 ans ayant voté à gauche lors du premier tour de la présidentielle et ayant manifesté, 90 % ont donné leurs voix à Chirac ; parmi les électeurs de gauche n'ayant pas participé aux manifestations, ils ne sont plus que 70 % à avoir fait ce passage à l'acte, soit un écart de 20 points entre manifestants et non-manifestants (parmi les 18-25 ans, cet écart n'est plus que de 9 points).

Tableau 12. Effet de la participation aux manifestations sur le vote Chirac au second tour de l'élection présidentielle parmi les électeurs de gauche 2002 selon l'âge (vague 2) (%)

	<i>Ont voté Chirac au 2^e tour</i>	<i>Ont voté Chirac au 2^e tour</i>		<i>Écart</i>
		<i>Ont manifesté</i>	<i>N'ont pas manifesté</i>	
<i>Ont voté à gauche au 1^{er} tour :</i>				
18-25 ans	86	90	81	+ 9
25-30 ans	80	89	74	+ 15
>30 ans	77	90	70	+ 20
Ensemble (n = 4017)	78	90	71	+ 19

Ces écarts confirment l'existence de profils et d'implications politiques différenciés au sein des manifestants en fonction de l'âge. Nous l'avons vu, l'ancrage à gauche est nettement plus marqué parmi les participants plus âgés. Pour nombre d'entre eux, une participation active aux manifestations a pu jouer un rôle de déculpabilisation face

à l'échec de la gauche, mais aussi par rapport au fait de voter, la plupart pour la première fois, contre leur camp politique. En plus de sa fonction cathartique de rassemblement de la gauche, le fait de participer personnellement à une manifestation a vraisemblablement contribué à faciliter le passage à l'acte requis par le vote Chirac. Pour les plus jeunes électeurs de gauche, ce rôle de facilitation en même temps que de rédemption avait moins de raison d'être et le vote Chirac a pu rassembler de façon plus consensuelle manifestants et non-manifestants. Une participation aux manifestations a donc eu un effet sur le vote Chirac au second tour, mais contrairement à ce que l'on aurait pu penser, moins sur les manifestants les plus jeunes que sur les manifestants plus âgés. Cette contribution différenciée montre la relative déconnexion qui existe entre l'engagement social et citoyen des jeunes et la sphère du système partisan et politique. D'une certaine façon plus directement engagés que leurs aînés dans une mobilisation anti-Le Pen, les jeunes manifestants de gauche comme les non-manifestants ont abordé le choix du deuxième tour avec moins d'états d'âme que leurs aînés. Le vote Chirac s'est inscrit dans le prolongement de la radicalité de leur engagement et s'est imposé comme la seule arme leur permettant de chasser de façon rédhibitoire l'ennemi. Si leurs aînés électeurs de gauche ne sont pas restés en marge des manifestations, ni non plus du vote Chirac, loin de là (90 % de vote Chirac parmi ceux qui ont manifesté), les implications politiques requises par cet acte politique ont pu bloquer le passage à l'acte d'une partie non négligeable de ceux n'ayant pas participé aux manifestations (30 % environ).

PREMIER TOUR DES LÉGISLATIVES : QUE RESTE-T-IL ?

L'entre-deux tours a vu se conjuguer l'engagement d'une génération protestataire et une remobilisation électorale et civique, l'un et l'autre se renforçant mutuellement. Cette combinaison singulière, ainsi que la charge émotionnelle qui leur fut associée, donne à l'élection présidentielle 2002 une spécificité et une dimension politique qui ne seront pas sans faire date dans l'histoire électorale du pays. Reste à savoir quelle sera son empreinte sur les consciences et sur l'expérience politique des jeunes qui y ont ardemment défendu les principes démocratiques et, du même coup, les rouages de la représentation politique. Restera à en repérer les traces dans les comportements politiques ultérieurs pour déterminer si l'événement a pu fonder de façon durable des attitudes et des choix spécifiques. Il est sans doute bien trop tôt pour apprécier les conséquences à long terme de cet épisode électoral inédit et pour en saisir l'empreinte dans la mémoire politique de ceux qui en furent les acteurs plus ou moins engagés. Mais on peut tenter d'en suivre les premiers effets à court terme et s'interroger sur son incidence lors du premier tour des élections législatives.

Au vu des chiffres de la participation à ce tour de scrutin, l'événement politique que représenta la séquence présidentielle semble resté sans suite. L'élan civique est totalement retombé. Nulle trace en apparence des leçons du 21 avril, nulle persistance de la remobilisation électorale du second tour. Plus du tiers des Français (36 %) et plus de la moitié des 18-25 ans (51 %) sont restés en dehors de la décision électorale. C'est parmi ces derniers pourtant que la réduction de l'abstention entre les deux scrutins présidentiels avait été la plus drastique. C'est parmi eux aussi que la protestation contre Le Pen avait été la plus rédhibitoire et la plus active. Et ce sont

eux qui accusent lors de ce premier tour des législatives le plus fort mouvement de retrait électoral par rapport au second tour de la présidentielle (+ 29 points contre + 13 points dans l'ensemble de l'électorat). L'atonie de la campagne électorale ainsi que des programmes politiques n'ayant pas suffisamment répondu à leurs attentes dans l'après-coup du séisme électoral du 21 avril, ont à nouveau conforté, et sans doute aussi renforcé, les critiques des jeunes à l'égard du monde politique. Leur déconvenue fut à la hauteur de la demande de politique qui était la leur après la mobilisation de l'entre-deux tours. L'ampleur de l'abstention enregistrée lors de ce premier tour des législatives signe la persistance, voire l'aggravation de la crise de la représentation politique qui touche l'ensemble de l'électorat, mais de façon plus problématique les jeunes électeurs. Le sursaut civique du second tour de la présidentielle ne serait-il qu'un accident de parcours ? Ce premier tour des législatives marque en tout cas un arrêt assez brutal de la mobilisation électorale et le retour à une situation de profonde mésentente politique. S'y ajoute une certaine frustration devant des choix électoraux ne faisant que peu écho aux attentes mobilisées quelques semaines plus tôt.

Tableau 13. Votes au premier tour des élections législatives selon l'âge et le niveau d'études (vague 3) (%)

	<i>Abstentions Blancs et Nuls</i>	<i>Gauche (% exprimés)</i>	<i>Droite (% exprimés)</i>	<i>Extrême droite (% exprimés)</i>
<i>Âge :</i>				
18-25 ans	51	41	47	12
25-30 ans	45	40	47	13
>30 ans	34	40	47	13
<i>Niveau d'études :</i>				
18-30 ans > bac	49	41	47	12
18-30 ans < bac	53	35	48	17
Ensemble 18-30 ans	50	38	48	14
Population totale (n = 2013)	36	39	47	14

L'ampleur de l'abstention concerne tous les jeunes et ce, quel que soit leur niveau de diplôme. Si elle touche, de façon un peu plus significative, les jeunes peu ou pas diplômés (53 %), ceux qui sont détenteurs du bac ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur sont aussi très nombreux à rester en dehors de l'élection (49 %). Les choix politiques de la petite moitié de jeunes qui ont voté présentent peu de spécificité par rapport à ceux de leurs aînés. On notera, néanmoins, la poursuite du tassement des suffrages pour l'extrême droite au sein de la jeunesse peu ou pas diplômée : parmi les 18-30 ans n'ayant pas le bac, 17 % lui accordent leurs votes, ils étaient 22 % à donner leurs suffrages à Le Pen au second tour de la présidentielle et 29 % à choisir Le Pen ou Mégret lors du premier tour de la présidentielle.

Le reflux assez général de la participation électorale connaît cependant des variations significatives selon le comportement adopté lors des scrutins précédents. La reconstitution des trajets électoraux entre l'élection présidentielle et le premier tour des législatives, au sein de l'échantillon panalisé, permet de mettre au jour une relative discontinuité dans la dynamique d'ensemble de la séquence électorale du printemps 2002, mais aussi de repérer des traces significatives de la mobilisation de l'entre-deux tours.

Tableau 14. Évolution du comportement électoral entre l'élection présidentielle 2002 et le premier tour des élections législatives 2002 (panel) (%)

	<i>Abstention au 1^{er} tour présidentielle/ Abstention au 1^{er} tour législatives</i>	<i>Vote au 1^{er} tour présidentielle/ Abstention 1^{er} tour législatives</i>	<i>Vote Chirac au 2^e tour présidentielle/ Abstention au 1^{er} tour législatives</i>	<i>Vote gauche plurielle 1^e tour présidentielle/ Abstention au 1^{er} tour législatives</i>
Âge :				
18-25 ans	88	40	50	29
25-30 ans	75	29	37	27
> 30 ans	68	18	23	16
Ensemble (n = 1417)	72	21	28	19

Le tableau se lit ainsi : 88 % des 18-25 ans s'étant abstenus lors du premier tour de la présidentielle se sont aussi abstenus lors du premier tour des législatives.

Quel que soit leur comportement lors des deux tours de scrutin présidentiel, les jeunes se montrent toujours plus abstentionnistes que leurs aînés. La remobilisation électorale du second tour n'a pas tenu jusqu'aux législatives. Plus de la moitié des jeunes n'ayant pas voté le 21 avril ont voté Chirac au second tour (55 % contre 47 % seulement de leurs aînés abstentionnistes). Mais le 9 juin, la quasi totalité d'entre eux reste en dehors du scrutin et cette fois-ci, dans une proportion nettement supérieure à celle de leurs aînés (88 % contre 68 % des abstentionnistes du premier tour présidentiel de plus de 30 ans). Les jeunes ayant voté pour un candidat de la gauche plurielle le 21 avril s'abstiennent moins lors des législatives que les autres, mais davantage que les électeurs plus âgés ayant fait le même choix (29 % contre 16 % des plus de 30 ans). Parmi les 18-25 ans ayant voté Chirac au second tour, la moitié d'entre eux reste en retrait de l'élection (50 % contre 23 % des électeurs de Chirac de plus de 30 ans). Tout se passe comme si le vote Chirac n'avait pas fixé durablement l'élan civique qui l'avait porté. Il est resté cantonné à la protestation contre Le Pen, dont il a marqué le point d'aboutissement, et relativement déconnecté des enjeux des élections législatives. Le relais ne s'est pas fait. Mais cela signifie-t-il que l'effet de la mobilisation de l'entre-deux tours s'est borné à l'enjeu du 5 mai ? L'engagement des manifestants n'a-t-il laissé aucune trace sur leur façon d'aborder les élections législatives ? La comparaison de leur comportement électoral avec celui des non-manifestants fait apparaître des écarts montrant l'empreinte de cette expérience singulière.

Tableau 15. Effet de la participation aux manifestations contre Le Pen sur le vote au premier tour des législatives 2002 (panel) (%)

	<i>Abstentions 1^{er} tour législatives</i>	<i>Votes exprimés gauche 1^e tour législatives</i>
<i>18-25 ans (n = 167)</i>		
Ont manifesté	54	61
N'ont pas manifesté	62	33
Ensemble	59	44
<i>25-30 ans (n = 163)</i>		
Ont manifesté	29	59
N'ont pas manifesté	49	31
Ensemble	45	39
<i>> 30 ans (n = 1087)</i>		
Ont manifesté	20	70
N'ont pas manifesté	34	31
Ensemble	32	40
Ensemble (n = 1417)	36	40

Quel que soit leur âge, les manifestants sont moins abstentionnistes lors de ce tour de scrutin que les non-manifestants. Si l'on observe un décrochage électoral particulièrement accusé parmi les plus jeunes (54 % des manifestants de 18-25 ans ne sont pas allés voter lors des législatives, contre seulement 20 % des manifestants de plus de trente ans), celui-ci reste néanmoins plus faible que parmi les jeunes n'ayant pas manifesté (54 % contre 62 %). Parmi les manifestants plus âgés, la réduction du comportement abstentionniste apparaît encore plus significative, mais surtout leur ancrage à gauche. Les suffrages pour la gauche enregistrent un écart de 39 points entre les manifestants et les non-manifestants de plus de 30 ans (contre 28 points parmi les 25-30 ans et les 18-25 ans).

La mesure de ces écarts entre manifestants et non-manifestants indique qu'il s'est donc bien passé quelque chose. Des traces de l'élan civique, qui a vu la fin de la séquence présidentielle, sont repérables, mais il restera à déterminer si elles cristalliseront dans l'avenir des effets durables.

**

Arrivé au terme de notre étude, et après avoir identifié quelques ressorts explicatifs du mouvement d'emphase et de repli qui a caractérisé la participation politique des jeunes, il faut revenir sur la place qu'y occupa la figure lepéniste.

La jeunesse de ce pays, en proie à une même difficulté d'appréhension et d'acceptation de son environnement politique et, d'une certaine façon, à une même profonde insatisfaction – les jeunes, quels que soient leur situation sociale et leur niveau de diplôme, jettent un même discrédit sur la classe politique –, s'est construite politiquement en fonction de l'enjeu lepéniste, mais ne l'instrumentalise pas de la même façon. Pour une large fraction de la jeunesse lycéenne et étudiante, la focalisation de la problématique politique sur le phénomène lepéniste est venue compenser sinon un déficit de sens et de contenu, en tous cas une définition peu lisible et peu enthousiasmante d'objectifs collectifs ou sociétaux, dans l'ensemble de l'offre programmatique des partis classiques mais aussi des mouvements politiques émergents. Elle a renforcé une forme de « politisation négative » organisant un positionnement politique par défaut ou opposition

plutôt que par adhésion et conviction ¹. Ainsi, les jeunes, mais sans doute aussi nombre de leurs aînés, savent-ils mieux dire ce qu'ils ne sont pas politiquement plutôt que ce qu'ils sont. Sans réduire ce phénomène à la seule présence du *leader* frontiste sur la scène politique, on peut néanmoins décrypter leur mobilisation dans l'entre-deux tours de la présidentielle, jusqu'au mouvement de repli électoral du premier tour des législatives, à l'aune de ce ressort identitaire à l'œuvre dans leur socialisation politique.

Bien que faisant l'objet d'une réponse politique diamétralement opposée, on peut aussi interpréter le vote lepéniste des jeunes actifs, souvent peu ou pas diplômés, comme l'expression d'une « politisation négative ». Celle-ci conduit à se situer moins « pour » le Front national et les idées qu'il défend que contre tous les autres, contre tout le reste, c'est-à-dire contre l'ensemble de la classe politique, gauche et droite renvoyées dos à dos, une rhétorique ô combien efficace et particulièrement mobilisée par Le Pen. Mais cette « politisation négative » débouche dans ce dernier cas moins sur l'explicitation du refus de ce que l'on ne veut pas que sur l'affirmation d'un besoin de reconnaissance sociale mais aussi symbolique.

La conjugaison d'un repérage politique mono-orienté sur la menace lepéniste et d'une difficulté de reconnaissance du jeu partisan définirait une expérience commune et sans doute une spécificité d'expérience propre à cette génération. Le trajet à quatre temps – abstention/manifestation/participation électorale/abstention – qui décrit de façon archétypale le parcours des jeunes diplômés, ne peut être ni totalement dissocié ni totalement antinomique de l'autre trajet, à trois temps, cette fois – vote Le Pen au 1^{er} tour/vote Le Pen au 2^{ème} tour/abstention – qui définirait un type de trajet d'une fraction de la jeunesse peu ou pas diplômée. L'un comme l'autre de ces trajets, auxquels il faudrait bien sûr rajouter tous les types de trajets intermédiaires, se finit par une abstention massive. Et plutôt que de seulement les opposer, il faut aussi les interpréter dans une dynamique d'ensemble, voire dans leur complémentarité.

En ce sens, plutôt que l'apparition d'une « génération politique », dont la mobilisation des jeunes aurait pu mettre sur la sellette les vertus et la distinction homogénéisante, la séquence électorale du printemps 2002 a mis en scène des réponses politiques différenciées. Mais reste l'événement politique que ces réponses ont contribué à forger. Il marquera un moment fort du parcours de leur socialisation politique et, par la même, une communauté d'expérience générationnelle qui ne sera pas sans compter.

Anne Muxel est sociologue au CNRS, directrice de recherches au CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française). Elle a notamment publié *Les jeunes et la politique*, Paris, Hachette, 1996 ; *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Science Po, 2001 ; (avec Marlaine Cacouault) *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique : une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Paris, L'Harmattan, 2001. S'intéressant aussi aux phénomènes de transmission intergénérationnelle et de construction de la mémoire, elle a également publié *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan, 1996 (« Essais et recherches »). Elle est spécialiste des phénomènes de socialisation et de transmission des valeurs. Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension des formes du lien des individus à la politique, au travers de l'analyse de leurs attitudes et de leurs comportements (nouvelles formes d'expression

1. L'expression revient à Jean-Louis Missika, « Les faux semblants de la "dépolitisation" », *Le Débat*, janvier-février 1992.

politique, analyse du comportement électoral et des formes de recomposition des représentations comme des pratiques politiques). Elle explore ces évolutions à l'œuvre notamment dans le rapport des jeunes à la politique. (CEVIPOF/Maison des sciences de l'homme, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris <muxel@msh-paris.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

LA MOBILISATION DES JEUNES : CHRONIQUE D'UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE

La séquence électorale du printemps 2002 donne à voir une sorte de condensé symptomatique des attributs ou traits de comportements qui ont caractérisé le rapport des jeunes à la politique au cours de la dernière décennie. Leur participation électorale en dents de scie rappelle la persistance d'une crise de la représentation politique et les records de leur abstention aux premiers tours de l'élection présidentielle et des élections législatives montrent une relative fragilisation de leur relation au vote. L'ampleur de leur mobilisation contre la présence de Le Pen au second tour corrobore l'élargissement des formes de participation et le développement de la protestation politique au sein des jeunes générations. Mais elle revêt aussi un caractère inédit en conjuguant la participation protestataire avec une remobilisation électorale et civique. C'est parmi les plus jeunes électeurs que l'on observe la plus forte réduction de l'abstention entre les deux tours de l'élection présidentielle et le nombre de suffrages pour Chirac au second tour proportionnellement le plus important. Des traces de cette mobilisation sur leur comportement lors du premier tour des élections législatives peuvent être repérées. Enfin, cet épisode électoral a confirmé l'existence d'une fracture intra-générationnelle induite par le diplôme et différenciant les attitudes ainsi que les choix politiques par rapport à l'extrême droite et la figure lepéniste.

THE MOBILIZATION OF YOUTH : CHRONICLE OF A POLITICAL EVENT

The voting sequence of the spring of 2002 illustrates a kind of symptomatic brief of the attributes or behavioral features that characterized the youth's relations to politics during the last decade. Their erratic voting turnout recalls the persistence of a crisis in political representation, and the extent of their abstention in the first rounds of the presidential and legislative elections show a relative fragilization of their relationship to voting. The extent of their mobilization against the presence of Le Pen in the second round corroborates the widening of the forms of participation and the development of political protest among the young generations. But it also takes on a new character by joining protest participation with an electoral and civic remobilization. It is among the youngest voters that there is the greatest drop in abstention between the two rounds of the presidential election and the score in the second round for Chirac is the greatest proportionally. Traces of this mobilization on their behavior during the first round of the legislative elections can be seen. Lastly, this voting episode confirms the existence of an intra-generational split seen by one's educational degree and differentiating attitudes and political choices in relation to the far right and the Lepenist figure.